

Programme d'infrastructures Québec-Municipalités – Sous-volet 1.5 (PIQM 1.5) Instructions aux MUNICIPALITÉS relatives à la déclaration finale de réalisation des travaux admissibles

Généralités

En vertu du sous-volet 1.5 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM 1.5), les municipalités doivent réaliser des travaux de réhabilitation ou de remplacement de leurs conduites de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées faisant partie d'un plan d'intervention approuvé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (ci-après « Ministère »). Les modalités encadrant ce programme font l'objet d'un guide intitulé « Guide sur le Programme Québec-Municipalités – Sous-volet 1.5 – Renouvellement de conduites », lequel est disponible sur la page du programme PIQM volet 1 sur le site Web du Ministère à l'adresse :

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/programme-dinfrastructures-quebec-municipalites-piqm/piqm-voletnbsp1/>

Toutes les demandes retenues aux fins d'aide financière ont fait l'objet d'un protocole d'entente entre le Ministère et la municipalité visée. Ce protocole d'entente établit, entre autres, les travaux de renouvellement pour lesquels l'aide financière s'applique de même que les modalités de versement de cette aide.

Pour toucher l'aide financière octroyée, la municipalité bénéficiaire doit présenter au Ministère une déclaration finale, qu'elle aura fait auditer au préalable, comprenant l'ensemble des documents suivants :

- le *Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière* ajusté en fonction de la réalisation des travaux admissibles (via le service en ligne *PIQM* au PGAMR);
- le formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles* signé par le représentant de la municipalité¹ et comprenant les coûts réels totaux des travaux;
- la *Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux* signée par le représentant de la municipalité¹ (seulement dans le cas où la conception, la réalisation ou la surveillance des travaux a été réalisée par du personnel de la municipalité);
- l'*Attestation du directeur général concernant le respect des lois, règlements et normes en vigueur* signée par le directeur général de la municipalité (seulement dans le cas où des contrats ont été octroyés dans le cadre de la conception, la réalisation ou la surveillance des travaux);
- l'*Attestation du responsable de la réalisation des travaux*;

¹ Personne en autorité non élue (le directeur général, le trésorier ou le secrétaire-trésorier)

- le *Sommaire des investissements nets comptabilisés pour le seuil*;
- les rapports de l'auditeur² suivants :
 - deux rapports d'audit, l'un portant sur les coûts des travaux admissibles (NCA 805³) et l'autre sur le respect d'obligations spécifiées⁴ du protocole d'entente et du programme PIQM 1.5 (ANC 5815⁵);
 - un rapport de certification portant sur le tableau inclus au *Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière* ajusté en fonction de la réalisation des travaux admissibles et, si applicable, sur le tableau de la *Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux* (NCMC 3000⁶);
 - un rapport sur d'autres éléments⁷ relevés dans le cadre de la mission de certification (NCSC 4460⁸);
 - s'il y a lieu, un rapport sur les anomalies non corrigées relevées dans le cadre des missions d'audit et de certification (NCSC 4460). Advenant le cas, il s'agit d'un rapport distinct du rapport précédent.

Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière ajusté

Afin de produire le *Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière* ajusté en fonction de la réalisation des travaux admissibles, la municipalité doit demander par courriel au Ministère, à l'adresse infrastructures@mamh.gouv.qc.ca, de lui retourner le *Formulaire de présentation de demande d'aide financière* propre à sa municipalité.

Il est important de spécifier dans le courriel le numéro de dossier qui a été attribué (ex.: dossier n° 525146). Dans ce formulaire électronique retourné par le Ministère, et à même le service en ligne *PIQM*, la municipalité doit saisir les informations sur les travaux admissibles réalisés.

Certaines informations présentées dans le tableau inclus dans ce formulaire doivent faire l'objet de la mission de certification.

² En vertu des normes canadiennes de missions de certification (NCMC) et des normes canadiennes de services connexes (NCSC), l'auditeur est plutôt désigné le « professionnel en exercice ». À des fins de simplification, dans les présentes instructions les termes « auditeur » ou « auditeur indépendant » sous-entendent « professionnel en exercice » selon le contexte.

³ Normes canadiennes d'audit (NCA) 805, « Audit d'états financiers isolés et d'éléments, de comptes ou de postes spécifiques d'un état financier – considérations particulières ».

⁴ Les obligations spécifiées sont décrites plus loin dans les instructions.

⁵ Autres normes canadiennes (ANC) 5815, « Rapports spéciaux – rapports de vérification sur le respect de dispositions contractuelles, légales ou réglementaires ».

⁶ NCMC 3000, « Missions d'attestation autres que les audits ou examens d'informations financières historiques ». La mission de certification dont il s'agit dans les présentes instructions est une mission d'assurance raisonnable.

⁷ Les autres éléments sont spécifiés plus loin dans les instructions.

⁸ Normes canadiennes de services connexes (NCSC) 4460, « Rapports sur les autres éléments relevés dans le cadre d'une mission d'audit ou d'examen ». Cette norme s'applique aussi à la mission de certification effectuée selon les présentes instructions. En effet, selon le paragraphe C12 Ca) i) a. de la NCMC 3000, une mission de certification qualifiée de mission d'assurance raisonnable peut également être appelée mission d'audit.

Formulaire de déclaration finale de réalisation des travaux admissibles

Le formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles* a pour objectif de rendre compte du respect des obligations du protocole d'entente et du programme PIQM 1.5. Ce formulaire doit faire l'objet de la mission d'audit. Les obligations générales y sont présentées et des cases à cocher permettent au représentant de la municipalité d'indiquer si l'obligation correspondante est respectée. Si une case n'est pas cochée, il faut indiquer le motif ayant entraîné le non-respect.

La municipalité doit respecter l'ensemble des obligations du protocole d'entente et du programme PIQM 1.5 qui lui incombent. Toutefois, l'auditeur doit attester uniquement du respect des obligations visées aux points 10, 12 et 13 du formulaire (ci-après « les obligations spécifiées »).

Les coûts réels totaux de réalisation des travaux admissibles pour le remplacement des conduites et pour la réhabilitation sans tranchée des conduites doivent être inscrits par le représentant de la municipalité dans les espaces prévus à cette fin. Ces coûts doivent être établis en tenant compte de la définition des coûts admissibles et non admissibles de l'annexe A du présent document et de la liste des travaux admissibles énumérés au protocole d'entente ainsi qu'en excluant les coûts liés aux inexactitudes relevées par l'auditeur dans le cadre de son audit. Les coûts réels totaux inscrits sur le formulaire doivent faire l'objet de la mission d'audit.

Important : Une seule déclaration finale doit être produite par dossier de demande d'aide financière.

Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux

La *Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux* doit être complétée par le représentant de la municipalité lorsque la conception, la réalisation ou la surveillance des travaux a été réalisée par du personnel de la municipalité.

Cette liste doit faire l'objet de la mission de certification.

Attestation du directeur général concernant le respect des lois, règlements et normes en vigueur

L'*Attestation du directeur général concernant le respect des lois, règlements et normes en vigueur* doit être signée par le directeur général de la municipalité lorsque des contrats ont été octroyés dans le cadre de la conception, réalisation ou surveillance des travaux. Dans ce document, le directeur général « atteste que les mesures appropriées ont été prises afin que les contrats nécessaires à la réalisation des travaux approuvés dans le programme en objet bénéficiant d'une aide financière aient été octroyés dans le respect des lois, règlements et normes en vigueur incluant le règlement de gestion contractuelle de la municipalité ». En cas d'impossibilité pour le directeur général de signer l'attestation (poste vacant, absence prolongée), le trésorier ou le secrétaire-trésorier peut signer l'attestation.

Cette attestation n'a pas à être audité.

Missions d'audit et de certification

La municipalité est responsable de mandater un auditeur indépendant pour réaliser les missions d'audit et de certification pour son dossier de demande d'aide financière dans le cadre du programme PIQM 1.5. Dans le cas d'une grande ville, le vérificateur général peut être mandaté au même titre qu'un auditeur indépendant.

Le document « Instructions aux AUDITEURS relatives à la déclaration finale de réalisation des travaux admissibles » se retrouve sur la page du programme PIQM volet 1 sur le site Web du Ministère à l'adresse :

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/infrastructures/programme-dinfrastructures-quebec-municipalites-piqm/piqm-voletnbspl/>

La mission d'audit porte sur la conformité des coûts des travaux admissibles déclarés au formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles* (NCA 805) et sur le respect d'obligations spécifiées énoncées dans ce formulaire (ANC 5815);

La mission de certification porte sur la conformité de certaines informations relatives aux tronçons réalisés inscrites dans le tableau inclus au *Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière* ajusté en fonction de la réalisation des travaux admissibles, soit la longueur et le type des conduites, le type des travaux et la localisation du tronçon, et, si applicable, des informations inscrites au tableau de la *Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux* (NCMC 3000).

L'auditeur doit également faire rapport sur d'autres éléments relevés dans le cadre de sa mission de certification, lesquels sont spécifiés plus loin. Il le fait dans un rapport émis conformément à la NCSC 4460. Advenant que l'auditeur relève aussi des anomalies non corrigées dans le cadre de ses missions d'audit et de certification, il doit également en faire rapport dans un rapport émis en vertu de la NCSC 4460, mais distinct du précédent.

Les missions d'audit et de certification doivent être effectuées conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada (telles qu'indiquées entre parenthèses dans les présentes instructions).

Aux fins de ces missions, la municipalité doit constituer un dossier regroupant tous les documents relatifs aux travaux subventionnés. Ce dossier comprend, entre autres :

- la lettre de promesse;
- le protocole d'entente dans le cadre du Programme PIQM 1.5;
- tous les décomptes progressifs et les directives de changement, si applicable;
- toutes les recommandations de paiement, si applicable;
- les factures et les documents de paiement (fournisseurs, fournitures, matériaux);
- la liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux, si applicable;
- un registre des feuilles de temps remplies par ses employés qui ont participé à la réalisation des travaux, si applicable;
- le protocole d'entente avec le ministère des Transports, si applicable;
- le protocole d'entente relatif au programme d'enfouissement des câbles, si applicable;

- l'Attestation signée par le directeur général concernant le respect des lois, règlements et normes en vigueur, si applicable;
- l'Attestation du responsable de la réalisation des travaux;
- le Sommaire des investissements nets comptabilisés pour le seuil.

Idéalement, les documents au dossier de la municipalité devraient être des originaux. S'il s'agit de copies, les originaux devront être disponibles lors de l'exécution des missions.

1. Modalités de la mission d'audit portant sur le formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles*

Volet portant sur le coût des travaux admissibles (NCA 805)

Pour ce volet, le mandat de la mission d'audit consiste d'une part à confirmer que les coûts totaux réels des travaux admissibles inscrits aux points 16 et 17 du formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles*, incluant les frais incidents, ont été établis conformément à la définition des coûts admissibles et non admissibles de l'annexe A des présentes instructions.

L'auditeur doit également s'assurer que les coûts totaux réels des travaux admissibles inscrits aux points 16 et 17 ont été établis conformément aux tronçons de conduites indiqués au protocole d'entente. Advenant le cas où la municipalité a réalisé des tronçons de conduites qui ne figurent pas au protocole d'entente (dans des rues différentes où dans des tronçons différents d'une même rue), le coût de ces tronçons doit être exclu du calcul des coûts totaux réels des travaux admissibles indiqué aux points 16 et 17.

Advenant que l'auditeur relève des anomalies non corrigées, il doit en faire part dans un rapport distinct émis en vertu de la norme NCSC 4460 (voir la section 4 plus loin).

Volet portant sur le respect d'obligations spécifiées (ANC 5815)

Pour ce volet, le mandat de la mission d'audit consiste à exprimer une opinion sur le respect de certaines obligations du protocole d'entente et du programme PIQM 1.5, soit celles visées aux points 10, 12 et 13 du formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles*, lesquelles constituent les obligations spécifiées aux fins de la mission d'audit :

- point 10 : s'assurer que le Sommaire des investissements nets comptabilisés pour le seuil a été bien complété par la municipalité et que le seuil de 28 \$ par habitant a été atteint à chaque année de réalisation des travaux subventionnés. Le cas échéant, il s'agit d'anomalies dont l'auditeur doit faire état dans un rapport distinct sur les anomalies non corrigées relevées dans le cadre de l'audit (NCSC 4460 – voir la section 4 plus loin). L'auditeur y indique le montant déficitaire;
- point 12 : s'assurer que les travaux subventionnés au PIQM 1.5 n'ont pas fait l'objet d'une autre aide financière du Gouvernement du Québec, à l'exception à l'exception des travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles. Le cas échéant, il s'agit d'anomalies dont l'auditeur doit faire état dans un rapport distinct sur les anomalies non corrigées relevées dans le cadre de l'audit (NCSC 4460 – voir la section 4 plus loin). L'auditeur y indique les travaux concernés, le coût des travaux ainsi que la source d'aide supplémentaire (exemple :

travaux sur la rue Bélanger au coût de 350 780 \$, ayant bénéficié d'une aide supplémentaire par le programme de la TECQ);

- point 13 : dans le cas de travaux réalisés conjointement avec le ministère des Transports ou dans le cadre d'un programme d'enfouissement des câbles, s'assurer d'avoir le décompte final relatif à ces travaux et s'assurer que le coût de ces travaux soit exclu du calcul du coût total réel des travaux admissibles indiqué au point 16. Le cas échéant, il s'agit d'anomalies dont l'auditeur doit faire état dans un rapport distinct sur les anomalies non corrigées relevées dans le cadre de l'audit (NCSC 4460 – voir la section 4 plus loin).

2. Modalités de la mission de certification portant sur le *Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière ajusté en fonction de la réalisation des travaux admissibles et sur la Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux* (NCMC 3000)

La mission de certification consiste à exprimer une conclusion sur la conformité de certaines informations relatives aux tronçons réalisés inscrites dans le tableau inclus au *Formulaire de présentation d'une demande d'aide financière ajusté en fonction de la réalisation des travaux admissibles*, soit la longueur et le type des conduites, le type des travaux et la localisation du tronçon, et, si applicable, des informations inscrites au tableau de la *Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux*, à savoir si ces informations sont conformes aux informations colligées dans les registres de la municipalité concernant les tronçons apparaissant à l'Annexe B du protocole d'entente. Un rapport de certification regroupant ces informations visées est émis en vertu de la NCMC 3000.

Advenant que le professionnel en exercice relève des anomalies non corrigées, il doit en faire part dans un rapport distinct émis en vertu de la norme NCSC 4460 (voir la section 4 plus loin).

Dans le cadre de sa mission de certification, le professionnel en exercice doit également relever les tronçons dont la longueur réalisée excède de 10 % la longueur prévue à l'Annexe B du protocole d'entente. Il le fait dans un rapport sur les autres éléments relevés dans le cadre de sa mission de certification (NCSC 4460 – voir la section 3 ci-après).

3. Autres éléments relevés dans le cadre de la mission de certification (NCSC 4460)

L'auditeur émet, conformément à la NCSC 4460, un rapport sur les autres éléments relevés dans le cadre de sa mission de certification, soit sur les tronçons dont la longueur réalisée excède de 10 % la longueur prévue à l'Annexe B du protocole d'entente. Advenant qu'il n'y ait aucune occurrence de l'élément spécifié, l'auditeur doit le mentionner.

Ce rapport est émis distinctement du rapport sur les anomalies non corrigées dont il est question ci-après et exclut ces anomalies.

4. Anomalies non corrigées relevées dans le cadre des missions d’audit et de certification, s’il y a lieu (NCSC 4460)

Advenant qu’il relève des anomalies non corrigées dans le cadre de ses missions d’audit et de certification du programme PIQM 1.5, l’auditeur doit en faire part dans un rapport distinct émis en tant que rapport sur les autres éléments relevés dans le cadre de ses missions, conformément à la NCSC 4460, y compris les anomalies non significatives et sans effet sur ses opinions et sa conclusion (sans tenir compte toutefois des anomalies manifestement négligeables). Il regroupe toutes les anomalies en un seul rapport. L’auditeur annexe à ce rapport les commentaires des représentants municipaux au sujet de ces anomalies. Les autres éléments relevés dans le cadre des missions d’audit et de certification (voir la section 3) ne constituent pas des anomalies.

Forme des rapports de l’auditeur

Pour rédiger ses rapports, son rapport de certification, son rapport sur les autres éléments relevés dans le cadre de sa mission de certification et, s’il y a lieu, son rapport sur les anomalies non corrigées relevées dans le cadre de ses missions d’audit et de certification, l’auditeur se base sur les modèles de rapports, applicables au présent programme, suggérés par le *Groupe de travail technique - Rapports en certification* et le *Groupe de travail technique – Administrations municipales* de l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (l’Ordre des CPA du Québec). Ces modèles sont fournis à l’annexe A des *Instructions aux AUDITEURS relatives à la déclaration finale de réalisation des travaux admissibles*.

L’auditeur soumet tous ses rapports à la municipalité.

Délai et guichet unique pour la transmission de la déclaration finale

Le *Formulaire de présentation d’une demande d’aide financière ajusté*, accompagné du formulaire de *Déclaration finale de réalisation des travaux admissibles*, de l’*Attestation du directeur général concernant le respect des lois, règlements et normes en vigueur* (si applicable) et de la *Liste des employés municipaux affectés à la réalisation des travaux* (si applicable), de l’*Attestation du responsable de la réalisation des travaux*, du *Sommaire des investissements nets comptabilisés pour le seuil* et les rapports de l’auditeur doivent être transmis électroniquement à l’aide du service en ligne **PIQM** accessible au PGAMR, dans un délai maximal de **trois (3) mois** suivant la date de la fin des travaux (ou suivant la date de la parution des présentes instructions, dans le cas où la date de fin des travaux n’est pas antérieure d’au moins trois mois à la date de parution des instructions).

Pour tout renseignement concernant la déclaration finale, veuillez-vous adresser à :

Programme PIQM

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Pour les régions administratives 01, 02, 03, 04, 08, 09, 10, 11, 12 et 17 :

Direction des programmes d'infrastructures d'eau
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2005

Pour les régions administratives 05, 06, 07, 13, 14, 15 et 16 :

Direction des infrastructures – Montréal
800, rue du Square-Victoria, bureau 2.40
C. P. 83, succ. Tour-de-la-Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1B7
Téléphone : 514 873-3335

Courriel général : infrastructures@mamh.gouv.qc.ca

Annexe A

COÛTS ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

1. COÛTS ADMISSIBLES

- a) le coût des contrats octroyés aux entreprises;
- b) le coût des travaux réalisés en régie; ces coûts comprennent :
 - i) les achats de matériaux et de fournitures spécifiés aux plans et devis;
 - ii) les frais de location d'outils, d'équipements et de machinerie, y compris la machinerie de la municipalité, pourvu que ces frais ne dépassent pas les taux prévus au « Répertoire des taux de location de machinerie et d'outillage du gouvernement du Québec » et au « Répertoire des taux de location de machinerie lourde du gouvernement du Québec »;
 - iii) les salaires (au taux horaire simple) des employés municipaux affectés aux travaux;
 - iv) les contrats de main-d'œuvre;
- c) les frais de laboratoire;
- d) les frais d'arpentage de chantier;
- e) les frais de contrôle de la qualité;
- f) les sommes versées à toutes les étapes du projet aux ingénieurs, architectes, conseillers en gestion, conseillers en gérance de projet, comptables, biologistes, archéologues, arpenteurs, experts-conseils ou auditeur;
- g) les salaires (au taux horaire simple) des employés municipaux affectés à la confection des plans et devis ou à la surveillance des travaux;
- h) les frais de financement temporaire (uniquement lorsque les travaux sont financés par un financement permanent) et les frais de financement permanent;
- i) les coûts reliés à l'obtention des autorisations gouvernementales;
- j) les coûts reliés aux études d'évaluation des impacts sur l'environnement;
- k) les coûts liés aux études de potentiel archéologique ou aux travaux de fouilles, le cas échéant;
- l) les coûts des communications publiques exigées par le gouvernement relativement au projet admissible;
- m) les taxes nettes.

2. COÛTS NON ADMISSIBLES

- a) les coûts directs engagés avant la signature de la lettre de promesse;
- b) les services ou travaux normalement fournis par une municipalité ou tout autre organisme pour assurer la mise en œuvre d'un projet;
- c) les frais généraux de même que les autres frais d'exploitation ou d'administration directs ou indirects;
- d) les salaires des employés à un taux horaire majoré de même que les avantages sociaux;
- e) les salaires des employés affectés à l'administration municipale;
- f) les coûts de location de terrains, d'immeubles et d'autres installations;
- g) les coûts d'acquisition de terrain et autres intérêts connexes (servitudes, droits de passage et autres);
- h) les coûts d'acquisition de réseaux d'aqueduc et d'égout;

- i) les coûts d'entretien, d'exploitation ou de fonctionnement reliés à un projet subventionné dans le cadre du programme;
- j) les contributions ou les engagements en nature;
- k) la partie de la taxe de vente du Québec et la partie de la taxe sur les produits et services pour lesquelles la municipalité ou l'organisme peut obtenir un remboursement et tous les autres coûts sujets à un remboursement;
- l) les coûts de réparation ou de maintenance générale/périodique d'une route d'accès et des structures connexes ou d'installations et/ou d'équipements connexes;
- m) la rémunération versée à un lobbyiste dûment enregistré en conformité avec les lois en vigueur;
- n) pour les travaux conjoints avec un programme d'enfouissement des câbles, toutes les dépenses de la municipalité associées à sa contribution dans le cadre de ce programme incluant les dépenses relatives à l'ingénierie et à l'avant-projet spécifique à ce programme. De même, toutes les dépenses relatives aux réseaux aériens (la mise en place des bases pour l'éclairage des rues, les servitudes et les droits relatifs aux installations d'Hydro-Québec, la modification des installations électriques des clients jusqu'à l'embase, le retrait des réseaux aériens existants) ne sont pas admissibles.
- o) les dépenses pour lesquelles la municipalité a obtenu ou obtiendra un remboursement provenant du ministère des Transports ou d'un programme d'enfouissement des câbles.
- p) les travaux de réhabilitation sans tranchée des conduites sur des sections de moins de 3 mètres.